

Conditions d'exercice de la procuration pour l'utilisation des services sécurisés proposés sur le site www.msa33.fr

Conditions générales

→ Cette procuration ne vaut que pour l'utilisation des services sécurisés proposés sur le site Internet www.msa33.fr et peut faire à tout moment l'objet d'une modification (réduction ou extension du champ de la procuration) ou d'une résiliation.

→ La MSA de Gironde n'est pas responsable des retards provoqués par votre mandataire dans l'étude de votre dossier (art. 1991 du code civil).

→ Cette procuration n'autorise en aucun cas votre mandataire à signer pour vous une demande de prestation, d'allocations diverses ou tout autre document nécessitant votre signature, ni à percevoir vos paiements.

→ Cette procuration n'autorise pas votre mandataire à vous représenter devant le tribunal des affaires de sécurité sociale et la cour d'appel (art. R142.20 du code de la sécurité sociale).

Conditions de modification de la procuration

→ Le mandant et/ou le mandataire peuvent modifier la procuration à tout moment, par courrier signé et envoyé à la MSA de Gironde.

→ En cas de création de nouveaux services sécurisés, le mandant et le mandataire feront une nouvelle procuration, par courrier signé et envoyé à la MSA de Gironde.

→ En cas de suppression d'un service mentionné dans le document, la procuration pour ce service prend fin automatiquement

Conditions d'annulation de la procuration

→ Le mandant ou le mandataire peuvent mettre fin à la procuration à tout moment, par courrier signé et envoyé à la MSA de Gironde.

→ La procuration s'éteint automatiquement après que la MSA de Gironde ait été informée des événements suivants :

- la radiation du mandant ;
- le décès du mandant ou du mandataire ;
- l'incapacité du mandant ou du mandataire (tutelle ou curatelle) ;



Durée de la procuration

→ La procuration a une validité d'un an, reconductible tacitement chaque année.

Information complémentaire

→ Les services rendus par les caisses MSA sont gratuits. Tout intermédiaire offrant ses services moyennant rémunération convenue à l'avance à un assuré social en vue de lui faire obtenir le bénéfice des prestations qui peuvent lui être dues est passible d'une amende. (art. L377.2 du code de la sécurité sociale).